

mercredi 28 janvier 2004, 9h26

La recherche fondamentale menacée au CEA, selon des chercheurs



PARIS (AFP) - Le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), comme les autres organismes de recherche, est touché par les restrictions budgétaires et menacé à court terme dans ses activités de recherche fondamentale, estime un groupe de chercheurs de cet établissement.

[agrandir la photo](#)

Elaboré l'été dernier par la nouvelle direction du CEA, un Plan à moyen et long terme (2004-2012) "annonce l'abandon de la mission de recherche fondamentale", qui "a été honorée depuis plus d'un demi-siècle par tous les dirigeants du Commissariat", écrivent dans un communiqué diffusé mardi des chercheurs regroupés dans un Comité de défense de la recherche fondamentale au CEA.

Le DAPNIA (Département d'astrophysique, de physique des particules, de physique nucléaire et de l'instrumentation associée), où l'embauche est arrêtée, est le département le plus touché après, déjà, "une décennie d'amputations successives en personnel (30 % en onze ans, à périmètre constant) et en ressources (22 %)", soulignent les protestataires.

Deux établissements, a souligné, mardi, devant la presse, une des physiciennes du CEA, Brigitte Beunen, sont déjà menacés à Saclay (Essonne) : la source de neutrons Orphée (utilisée pour "sonder" la matière) et le Laboratoire Léon Brillouin, dont le financement en 2004-2005 a été réduit par rapport aux années passées. Orphée "est menacée de fermeture pure et simple fin 2005, alors qu'elle est actuellement l'installation la plus moderne dans ce domaine", a-t-elle dit.

Pour le Comité de défense, cet abandon de pans entiers de la recherche fondamentale va de pair avec l'objectif rappelé il y a quelques jours par l'administrateur général du CEA, Alain Bugat : la "focalisation progressive des activités (du CEA) sur trois domaines : la défense, l'énergie, les techniques de l'information et de la santé".

"L'ambition du CEA, a résumé Brigitte Beunen, est de devenir le premier pôle technologique d'Europe". Pour les chercheurs du Comité, il s'agit là d'une orientation "décidée par un homme seul". Dans un premier temps, les protestataires participeront à la manifestation des chercheurs de jeudi. Ils se rendront le 12 février au ministère de la Recherche pour y remettre une pétition. Signée par 1.200 personnes (10 % des effectifs du CEA), ce texte demande au ministre de réaffirmer "la mission de recherche" du CEA et d'en garantir la pérennité, "particulièrement dans les disciplines aujourd'hui les plus menacées de la physique fondamentale".